

4 Économie

Plan de relance de l'économique/ Accord élargi de crédit en faveur du Gabon

Le Conseil d'administration du FMI approuve la 3e revue

Maxime Serge MIHIN-DOU

Libreville/Gabon

Satisfait des résultats obtenus jusque-là par le Gabon et des mesures importantes et difficiles prises pour maintenir le programme en bonne voie, en dépit des élections législatives d'octobre 2018, le Fonds monétaire international a approuvé un décaissement immédiat de 99 millions de dollars (60 milliards de francs). Lequel devrait être complété par un appui additionnel des autres bailleurs de fonds (Bad, Banque mondiale et AFD).

Le conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a finalement approuvé, le 19 décembre 2018, la troisième revue du pro-

gramme économique du Gabon au titre de l'accord du Mécanisme élargi de crédit (MEDC).

L'achèvement de la revue permet de décaisser immédiatement 71,43 millions de DTS. Soit environ 99 millions de dollars (60 milliards de francs). Cela porte, à ce jour, le total des décaissements, au titre de l'accord, à 285,72 millions de DTS (environ 395,9 millions de dollars/ 237,5 milliards de francs).

En achevant la troisième revue, le conseil d'administration a approuvé les demandes présentées par les autorités gabonaises. À l'issue des débats lors de ce conseil, le directeur général adjoint et président par intérim du FMI, Mitsuhiro Furusawa, s'est dit globalement satisfait des efforts déployés par les autorités gabonaises. Et le dg adjoint du FMI de dé-



Le ministre de l'Economie, Jean-Marie Ogandaga, lors d'une rencontre avec les experts du FMI.

rouler: « Les résultats obtenus par le Gabon dans le cadre de l'accord MEDC se sont améliorés. Les autorités ont pris des mesures importantes et difficiles pour maintenir le programme en bonne voie, en dépit des élections législatives d'octobre 2018. Cependant, la reprise économique demeure fragile et il est nécessaire de poursuivre l'assainissement des finances publiques et d'opérer des réformes cru-

ciales pour réaliser une croissance vigoureuse et durable. Les autorités sont déterminées à continuer d'assainir les finances publiques sans nuire à la croissance. Il s'agit de s'employer de manière résolue à accroître les recettes non pétrolières et à maîtriser les dépenses non prioritaires, tout en protégeant les dépenses sociales et l'investissement. Il est prioritaire aussi de renforcer l'exécution du budget et la ges-

tion des recettes pétrolières, ainsi que de continuer d'améliorer la gestion de trésorerie et la gestion de la dette.

Il est essentiel pour la croissance de préserver la stabilité du secteur financier. Les autorités ont l'intention d'accélérer la liquidation des trois banques en difficulté, et de s'attaquer promptement au niveau excessif des prêts improductifs afin de contribuer à la stabilité financière, ainsi que de promouvoir le crédit au secteur privé et la croissance.

Le programme du Gabon continue d'être appuyé par la mise en œuvre de mesures et de réformes d'accompagnement par les institutions régionales dans les domaines de la réglementation des changes et du cadre de politique monétaire, et de contribuer à une augmentation des avoirs extérieurs nets régionaux, ce qui est essentiel pour garantir le succès du programme. »

SATISFECIT* Pour le ministre de l'Economie, la réussite de cette revue consacre donc les efforts accomplis par le Gabon pour restaurer non seulement l'équilibre des finances publiques et des comptes extérieurs, mais également pour relancer la croissance.

« En matière de gestion de la dette, le Gabon a rempli avec succès le critère de non-accumulation d'arriérés officiels, tout en honorant une part conséquente de son service intérieur. Cette performance, qui accroît sa crédibilité envers les bailleurs de fonds et les créanciers intérieurs, ouvre des perspectives de financement prometteuses à court, moyen et long termes », s'est félicité le directeur général de la Dette, Hugues Mbadinga Madiya.

Pour rappel, l'accord élargi triennal en faveur du Gabon, d'un montant de 464,4 millions de DTS (environ 642 millions de dollars/ 385,2 milliards de francs), a été approuvé par le conseil d'administration du FMI le 19 juin 2017.

Le programme de réformes économiques du gouvernement a pour objectif de rétablir la stabilité macroéconomique et de jeter les bases d'une croissance inclusive.

Il cherche aussi à assurer la viabilité de la dette au niveau national et à contribuer à la stabilité extérieure de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CEMAC).

Mise en place des réformes budgétaires/Cémac

Difficile situation économique, selon le FMI

MSM

Libreville/Gabon

Cependant, indique le Fonds, à moyen terme, il reste prévu que la situation économique et financière évolue de manière progressive. Des réformes visant à améliorer le climat des affaires et la gouvernance, ainsi qu'à renforcer le secteur financier, conjuguées à un desserrement du frein exercé par l'ajustement budgétaire et au remboursement des arriérés de l'État, contribueraient à la reprise progressive de la croissance hors pétrole qui s'établirait à 4 % d'ici 2021.

Le conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a achevé, le 17 décembre, les entretiens annuels avec la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (Cémac) concernant les politiques communes des pays membres et les politiques communes à l'appui de leurs programmes de réforme.

Selon le Fonds, la situation économique dans la zone Cémac reste difficile. La croissance économique régionale, qui a ralenti considérablement après la chute des prix du pétrole en 2014, demeure atone et ne s'est pas encore accélérée comme prévu. La croissance hors secteur pétrolier

devrait tomber en 2018 à 1,0 %, contre 2,6 % en 2017. Un rebond plus marqué que prévu du PIB pétrolier (+ 7,3 %) contribuerait néanmoins à une accélération de la croissance globale, de 1,0 % en 2017 à 2,2 % en 2018, estimant les services du FMI. L'inflation s'accélère, mais resterait faible, aux alentours de 2 % à la fin de l'année. « La situation du secteur bancaire reste difficile, en raison du niveau élevé des arriérés de l'État. Les prêts improductifs ont continué d'augmenter, pour atteindre 17 % du total des prêts à la fin de septembre 2018, tandis que plusieurs banques continuent de ne pas respecter certains ratios prudentiels », regrette le Fonds. Avant de préciser : « Les avoirs extérieurs nets de la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) étaient inférieurs aux prévisions à la fin septembre et devraient le rester jusqu'à la fin de l'année, en dépit de la hausse des prix du pétrole et des efforts déployés par la BEAC et la Commission bancaire d'Afrique centrale (COBAC) pour renforcer l'application de la réglementation des changes. »

Cela s'explique, indique le Fonds, dans une large mesure par les retards observés dans l'adoption des programmes appuyés par le FMI en République du Congo et en Guinée-Équatoriale et dans le décaissement de l'aide budgétaire extérieure qui y est liée.



Les États membres de la Cémac devraient redoubler d'efforts pour éviter une situation plus difficile.

Par ailleurs, les efforts budgétaires consentis par les pays qui appliquent un programme appuyé par le FMI sont plus ou moins conformes aux attentes. Pour l'ensemble de la région, le déficit hors pétrole à la fin de 2018 devrait correspondre aux prévisions, tandis que le solde global dépasserait ces dernières, en raison d'une augmentation des recettes pétrolières.

EFFORTS* À moyen terme, il reste prévu que la situation économique et financière s'améliore de manière progressive. Des réformes visant à améliorer le climat des affaires et la gouvernance, ainsi qu'à renforcer le secteur financier, conjuguées à un desserrement du frein exercé par l'ajustement budgétaire et au remboursement des arriérés de l'État, contribueraient à la reprise progressive de la croissance hors pétrole, qui s'établirait à 4 ½ % d'ici 2021. En effet, souligne le Fonds, le solde budgétaire global (à l'exclusion des dons) serait

proche de l'équilibre à compter de 2019, en raison d'une nouvelle réduction du déficit primaire hors pétrole. La dette publique baisserait sensiblement de près de 50 % du PIB à la fin de 2018 à moins de 44 % du PIB d'ici la fin de 2020. Une nouvelle baisse du déficit des transactions courantes, à environ 1 ½ % du PIB en 2018-20 (contre 4 % du PIB en 2017), contribuerait à une accumulation progressive de réserves, la couverture des réserves atteignant près de quatre mois d'importations d'ici 2020. « Ces perspectives reposent sur la mise en œuvre intégrale par les pays membres de la Cémac et les institutions régionales des engagements qu'ils ont pris, et sont exposées à des risques considérables, parmi lesquels de nouveaux retards dans l'approbation d'accords financiers avec la République du Congo et la Guinée-Équatoriale, une baisse des prix du pétrole et un durcissement des conditions financières mondiales », insiste le FMI.

Communiqué du gouvernement

Le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a conclu favorablement, ce mercredi 19 décembre 2018, la troisième revue du programme économique et financier du Gabon appuyé par le Mécanisme élargi de crédit. L'achèvement de la troisième revue permet le décaissement immédiat en faveur du Gabon de 99 millions de dollars (57 milliards de FCFA), portant le montant total des appuis budgétaires à 395,9 millions de dollars (228 milliards de FCF A) depuis le début du programme en juin 2017.

Cette décision des administrateurs du FMI traduit la reconnaissance des efforts du gouvernement de la République dans la mise en œuvre des réformes structurelles nécessaires au redressement de l'économie. Elle atteste également de la crédibilité dont jouit notre pays auprès des institutions internationales et de ce qu'il demeure une terre d'opportunités pour les investisseurs.

Il est à rappeler que le gouvernement, sous les très hautes instructions du président de la République, chef de l'Etat, Son Excellence Ali Bongo Ondimba, a élaboré, fin 2016, un Plan de relance de l'économie (PRE) avec pour objectifs majeurs, la redynamisation de l'activité économique et la réduction des déséquilibres macroéconomiques.

La mise en œuvre du PRE s'est traduite par des résultats satisfaisants. En effet, après avoir enregistré un ralentissement de l'activité économique en 2017 (0,5%), la croissance repartirait relativement en 2018 (1,2%) pour s'inscrire dans une dynamique optimiste à moyen terme (5,0%). De même, la situation des finances publiques, les comptes extérieurs et monétaires se sont nettement améliorés depuis 2016.

Toutefois, dans un contexte de reprise fragile, le gouvernement reste déterminé à promouvoir une croissance plus inclusive, à poursuivre l'assainissement des finances publiques et à renforcer la stabilité du système financier.

Le gouvernement gabonais remercie le Fonds monétaire international de la confiance sans cesse renouvelée au Gabon et le rassure de ce qu'il ne ménagera aucun effort pour maintenir cette dynamique de réforme.

Fait à Libreville, le 20 décembre 2018

CHANGEMENTS

COURS INDICATIFS DES DEVICES EN DATE DU 21/12/2018

Union Gabonaise de Banque

SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>

DEV	FIXING			VENTE BILLETS (sans frais)	
	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA
XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	1 EUR	655,957
USD	1,1451	1USD =	572,838	1 USD	595,408
CAD	1,5424	1CAD =	425,283	1 CAD	458,642
JPY	127,9400	1JPY =	5,127	100 JPY	541,478
GBP	0,9034	1GBP =	726,138	1 GBP	778,822
CHF	1,1331	1CHF =	578,905	100 CHF	62 202,19
ZAR	16,2600	1ZAR =	40,342	100 ZAR	4 268,50
MAD	10,8939	1MAD =	60,213	1 MAD	63,59
CNY	7,8864	1CNY =	83,176	1CNY	85,67
KES	116,6200	1KES =	5,625	1KES	5,79

INDICES BOURSISERS		
	en date du	
CAC 40	21/12/2018	4 692,01
DOW JONES	21/12/2018	23 197,60
BRENT (IPE) US Dollars/Baril		
21 Decembre 2018: 55,72		